

Mercredi, 24.02.2021 - Bamako – Mali
Projet EU

Forum régional de la société civile sur le processus national de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) au Mali.

Le Mercredi 24 Février 2021 s'est tenu à Bamako dans la salle de conférence de la Maison du Partenariat Angers-Bamako, le 1^{er} Forum régional de la société civile portant sur le processus National de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) au Mali dans le cadre du projet régional « Sécurité pour tous » co-financé par l'Union Européenne en partenariat avec la Friedrich Ebert Stiftung

Le 1^{er} Forum de la société civile portant sur le processus national de Réforme du secteur de la sécurité (RSS) au Mali a été organisé avec la **Coalition Citoyenne de la Société Civile (CCSC-PURN)**, partenaire de la **Friedrich Ebert Stiftung / Bureau Mali**, et à rassembler une quarantaine de participant(e)s membres des organisations de la société civile des six communes de la capitale de Bamako.

Les exposés faits au cours du forum ont permis aux différent(e)s participant(e)s de mieux cerner les questions liées à la sécurité et au processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) au Mali et de faire des contributions/recommandations à travers des séances de questions-réponses-contributions avec **M. Boubacar SOKONA**, Expert au Commissariat National de Réforme du Secteur de la Sécurité au Mali.



Photo : Assemblée Plénière / FES ©



Photo de famille / FES ©

Notons que ce Forum est le premier d'une série de Cinq Foras prévus à Bamako, Kayes, Sikasso, Mopti et Gao initié dans le cadre du projet régional « Sécurité pour tous » co-financé par l'Union Européenne en partenariat avec la **Friedrich Ebert Stiftung** et vise à renforcer/appuyer les réformes du secteur de la sécurité dans le but d'accroître l'implication de la société civile dans les processus de réforme du secteur de la sécurité.

Les différentes recommandations formulées au cours des foras régionaux seront intégrées dans un rapport final qui servira d'outil de plaidoyer pour l'implication de la société civile au processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) dont elle estime être écartée.